

# Alimentation, Pauvreté, Migrations.

Alain MAILFERT, Octobre 2020

## 1 - Faim, nutrition, sécurité alimentaire, compétences de l'Organisation des Nations Unies (ONU)

Lorsqu'on cherche à nommer ce que ressentent des êtres humains marqués par la pauvreté, les mots qui viennent très vite sont le froid, la solitude, et surtout **la faim**. Nos expériences vécues, ou simplement notre culture, scolaire ou médiatique, placent en première position la faim, ensemble de sensations physiologiques incitant à absorber des aliments. Mais plus encore que la carence organique elle-même, qu'une approche médicale permettrait de préciser dans son origine et son intensité, le sentiment **d'insécurité alimentaire** oriente une grande partie de nos représentations et comportements<sup>1</sup>. L'insécurité alimentaire se traduit par un ensemble de craintes, en premier lieu la crainte d'éprouver la faim par manque d'aliments, mais aussi la crainte de consommer des aliments inadaptés ou toxiques pour l'organisme<sup>2</sup>.

Les instances internationales (l'ONU au premier rang) proposent des orientations générales qui devraient mener à l'épanouissement de l'humanité. En 2015, l'ONU a identifié dix-sept « Objectifs de Développement Durable »<sup>3</sup> qui doivent être visés par les différents pouvoirs politiques membres de l'Organisation.

---

<sup>1</sup> Il suffit pour s'en convaincre d'observer les ruées sur les produits alimentaires « de première nécessité » dans les supermarchés, à l'annonce de telle ou telle catastrophe de grande ampleur

<sup>2</sup> Le terme familier « la malbouffe », dans sa simplicité expressive, recouvre les multiples manières de mal s'alimenter

<sup>3</sup> ODD dans la suite du texte

L'intitulé du premier ODD : « *Éliminer l'extrême pauvreté et la faim* » associe de manière significative faim et pauvreté comme cibles fondamentales pour l'action publique. L'intitulé du second ODD : « *Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition* » introduit la nutrition<sup>4</sup> comme champ de préoccupations, et exprime la parenté qui associe ces différents concepts. Depuis 1996, le concept d'insécurité alimentaire adopté par l'ONU « intègre » la faim, la malnutrition et leurs manifestations.

Les Conférences mondiales de l'alimentation, en 1974, 1996, 2009, ont eu pour objectif de combattre faim et malnutrition. La FAO, agence de l'ONU en première ligne de cette lutte, a publié<sup>5</sup>, depuis 1999 jusqu'en 2015 la série de rapports annuels « **The State of Food Insecurity in the World** <sup>6</sup> ». Devant le manque de résultats suffisants, un pas supplémentaire a été franchi en 2015 pour enrichir les thèmes d'études et la pertinence des recommandations, avec l'association pour ce travail annuel de deux autres agences de l'ONU, d'une part l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) et d'autre part l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance).

Cette mobilisation remarquable de compétences a conduit à des résultats notables dans l'analyse des déterminants et des effets de la malnutrition, avec publication (chaque 15 juillet depuis 2017) d'un rapport de titre nouveau : « **The State of Food Security and Nutrition in the world** » (l'Etat de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition dans le Monde<sup>7</sup>). L'accent est mis dans ces rapports sur les

---

<sup>4</sup> La « nutrition » désigne au plan physiologique les processus de transformation des aliments par les organismes vivants, et au plan psychique ou social les différents comportements alimentaires, individuels ou collectifs

<sup>5</sup> La Food and Agriculture Organisation, a été rejointe depuis 2009 par le PAM (Programme Alimentaire Mondial) et depuis 2011 par le FIDA (Fonds International de Développement Agricole) comme auteurs du rapport annuel

<sup>6</sup> L'état de l'insécurité alimentaire dans le Monde, en version française

<sup>7</sup> Version française pour 2020 non encore disponible au 30-10-2020

déterminants, politiques, économiques et environnementaux, d'une amélioration de la sécurité alimentaire.

Pour notre part, nous avons choisi depuis 2017 dans le cadre de colloques annuels « Citoyenneté et alimentation » organisés par Citoyenneté Active Lorraine<sup>8</sup>, de présenter une synthèse des résultats et positions de l'ONU, et leur rapide évolution<sup>9</sup>. Dans la suite de ces travaux, la présente communication est pour l'essentiel consacrée au rapport : **The State of Food Security and Nutrition in the world 2020**. Il met en évidence les changements observés dans l'analyse de la malnutrition du monde, ainsi que l'évolution des prescriptions de l'ONU. On adoptera le même plan que celui choisi par le rapport ONU original : on examinera d'abord le bilan pour 2019 de la faim et de la nutrition dans les différentes régions du monde ; puis la partie la plus originale du rapport ONU concerne les conditions de mise en place de régimes alimentaires assurant l'idéal d'une « nutrition saine ». On ne sera pas surpris de constater que ces conditions en particulier économiques rendent actuellement cet idéal inaccessible pour une bonne partie de l'humanité.

En accord avec les observations de l'ONU sur l'origine très fréquemment « alimentaire » des migrations, nous soulignerons ensuite les liens qui existent entre le développement de l'insécurité alimentaire et ces mouvements de population.

Pour finir, nous reviendrons au sujet de notre colloque « *Les pauvretés d'hier, d'aujourd'hui, ...et demain ?* » en évoquant l'incidence de l'insécurité alimentaire sur le maintien ou le développement du lien social par « l'aide alimentaire ».

---

<sup>8</sup> « Colloques de Royaumeix » 2017, 2018, 2019. Voir <http://www.citoyenneteactivelorraine.fr>

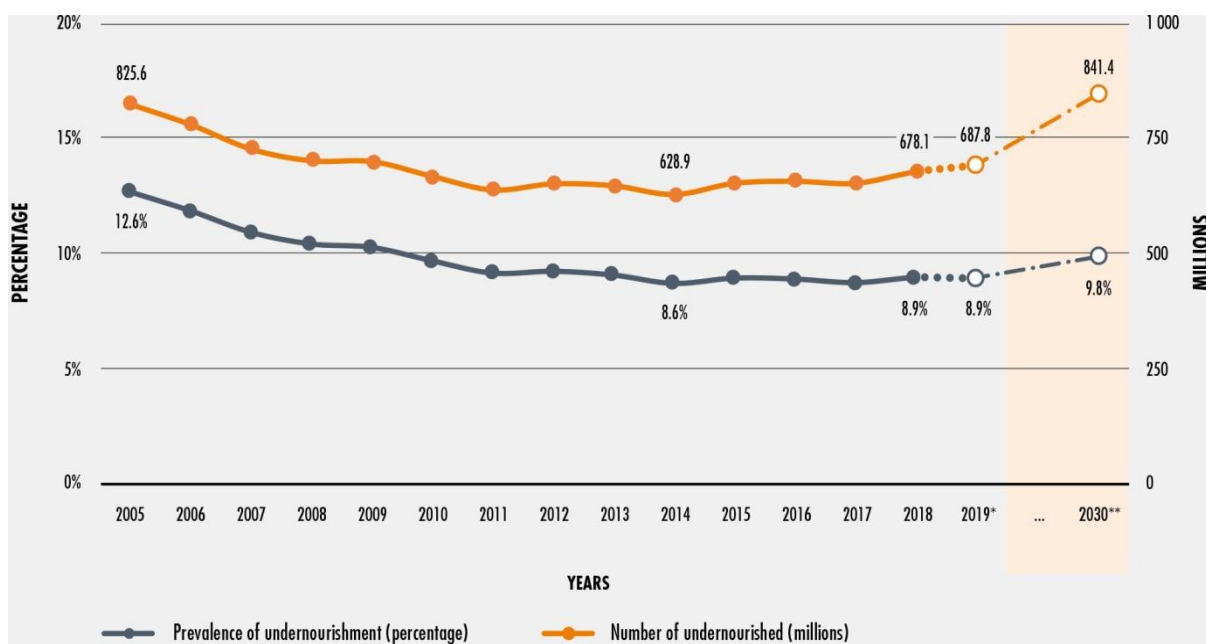
<sup>9</sup> Voir dans Colloque 2017 : *Faim et malnutrition dans le monde*, Colloque 2018 : *Sécurité alimentaire, alimentation et nutrition*, Colloque 2019 : *Bilan mondial 2019 de la faim et de la nutrition*

## 2 – Bilan mondial 2020 de la faim, de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition (données 2019)

Le bilan ONU annuel 2020 de la **faim** dans le monde est construit à partir des données 2019, qui ont bénéficié d'une amélioration technique des évaluations antérieures pour certains pays. Les données nouvellement accessibles ont permis de réviser la série d'estimations de la sous-alimentation pour la Chine depuis 2000, entraînant une baisse importante (mais hélas seulement technique !) du dénombrement de sous-alimentés dans le monde. Cette révision confirme néanmoins la tendance rapportée dans les éditions antérieures du bilan : le nombre de personnes touchées par la faim dans le monde a lentement mais régulièrement augmenté depuis 2014, alors qu'il décroissait dans la décennie précédente.

Selon ces nouvelles estimations, près de 690 millions de personnes souffrent de la **faim** (le calcul utilise le déficit des apports énergétiques apportés par la nourriture), soit 8,9 % de la population mondiale, mais avec une augmentation de 10 millions de personnes en un an et de près de 60 millions en cinq ans (et avant la pandémie COVID 19 !).

L'ONU évalue la projection de ces chiffres pour 2030 à 9,8% de la population mondiale sous-alimentée (c'est à dire en déficit énergétique). Cette évaluation est bien supérieure aux objectifs de l'ONU de l'an 2000, ce qui est la première préoccupation qui doit nous alerter.

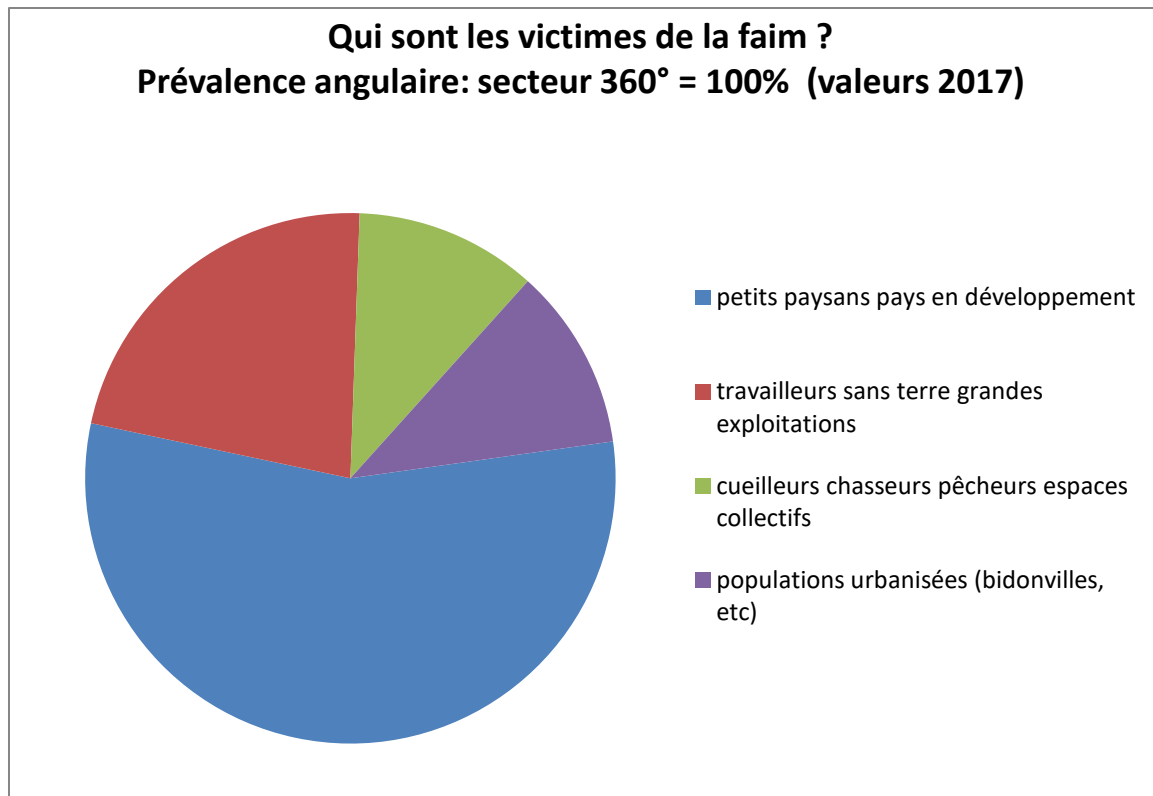


NOTES: Projected values in the figure are illustrated by dotted lines and empty circles. The shaded area represents projections for the longer period from 2019 to the 2030 target year. The entire series was carefully revised to reflect new information made available since the publication of the last edition of the report; it replaces all series published previously. \* See Box 2 for a description of the projection method. \*\* Projections to 2030 do not consider the potential impact of the COVID-19 pandemic. SOURCE: FAO.

**Qui sont les affamés, et de quelles régions ?** Il est remarquable que la grande majorité de personnes sous-alimentées se trouvent dans des régions rurales : on meurt moins de faim actuellement dans un bidonville que dans une campagne déshéritée, ravagée par les aléas climatiques en forte croissance<sup>10</sup>, par la dégradation des sols et des océans par raisons environnementales, ou par une exploitation économique « venue d'ailleurs »<sup>11</sup>.

<sup>10</sup> Le nombre des « extrêmes climatiques » très dévastateurs, sécheresses ou tempêtes et inondations, dues au réchauffement climatique global, est en croissance très nette dans le monde .

<sup>11</sup> Par exemple le système économique actuel est source d'une spéculation permanente au niveau des « salles de marché » où se définit le prix mondial des céréales. Alors que les coûts de productions évoluent peu d'une année sur l'autre, le prix payé aux producteurs fluctue en permanence en fonction de l'offre et de la demande planétaires. Une situation qui, tour à tour, peut ruiner les producteurs ou affamer les consommateurs, à commencer par les plus pauvres. Dans ces lieux, les traders spéculent à la baisse quand l'offre mondiale dépasse un peu la demande, quitte à ruiner les agriculteurs qui produisent la céréale concernée. Ils spéculent à la hausse dès qu'apparaît un risque de pénurie, quitte à affamer les populations pauvres des pays importateurs.



L'examen selon les régions du globe montre aussi de très grandes disparités devant la faim. Les chiffres pour l'année 2019 de la sous-alimentation (insuffisance énergétique) sont les suivants :

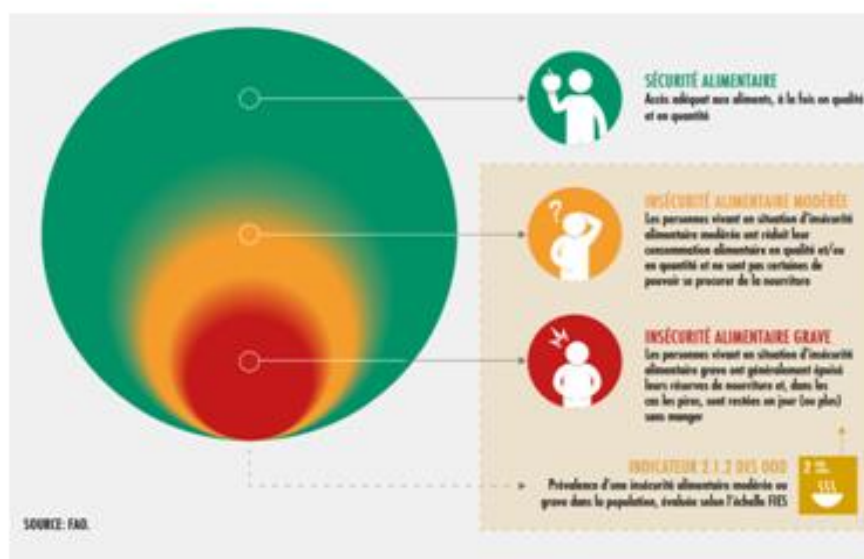
- 380 millions de personnes affamées se trouvent en Asie du Sud-Est : Inde (en croissance), Chine (en décroissance), Pakistan, Indonésie,
- 250 millions en Afrique subsaharienne, en forte croissance,
- 40 millions pour le reste du monde : Amérique latine et Caraïbes, Proche Orient (en croissance) et Afrique du Nord, Etats-Unis, Canada, Europe.

L'effet pour 2020 de la pandémie de COVID 19 ne peut être qu'évalué grossièrement à l'heure actuelle. Des estimations préliminaires suggèrent que la pandémie pourrait ajouter, aux 690 millions de personnes sous-alimentées « prévues » initialement dans le monde pour 2020, entre 83 et 132 millions de personnes, selon le scénario

de croissance économique retenu (scenarii de pertes dans la croissance du PIB mondial allant de 4,9 à 10 points de pourcentage).

Comme nous l'avons dit précédemment, ces éléments sur « **la faim** », définie par des critères de consommation énergétique disponible pour l'individu moyen de chaque pays, sont très imparfaits car ils ne représentent pas la réalité du « vécu » de chaque personne. Il est plus judicieux d'évaluer l'**insécurité alimentaire**, pour laquelle l'ONU a discerné deux seuils, séparant trois « domaines », insécurité grave, insécurité modérée, ou sécurité alimentaire complète. Les limites retenues sont nécessairement floues.

## Le nouveau concept ONU « Insécurité alimentaire »

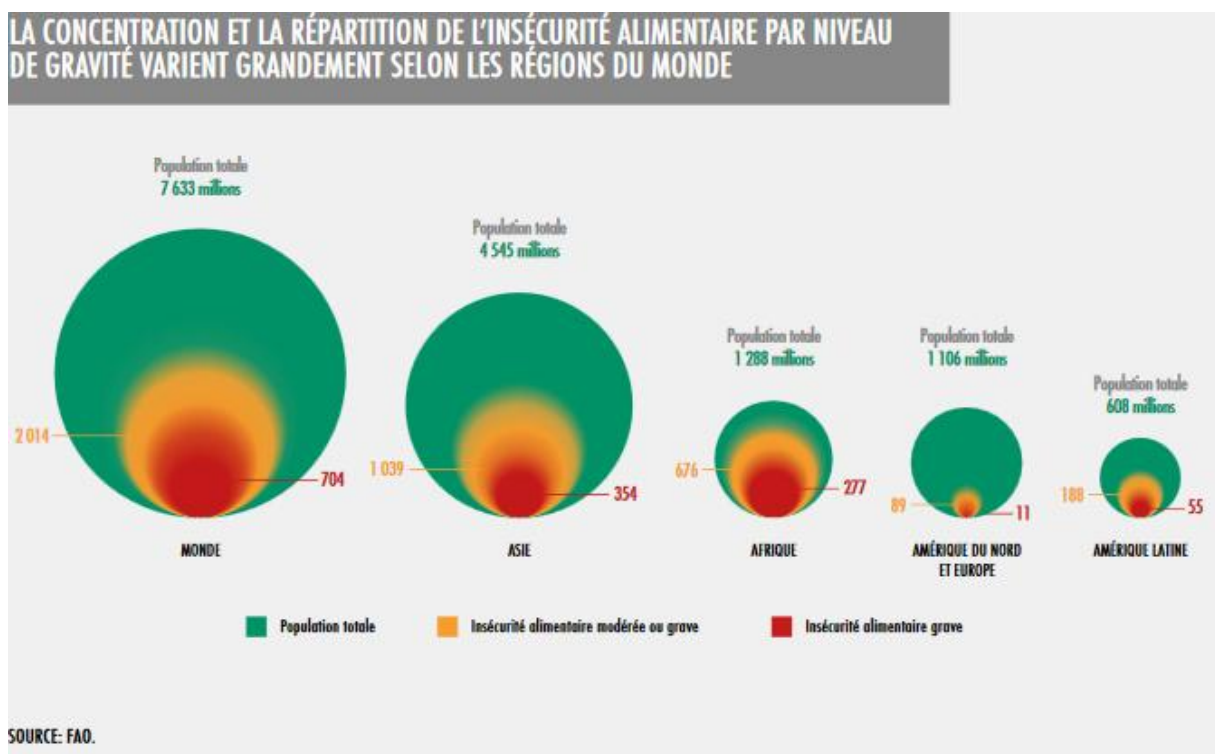


L'insécurité alimentaire est évaluée par des techniques de sondages déclaratifs d'individus, suivis d'un traitement statistique<sup>12</sup>.

L'insécurité grave (zone rouge) touche environ 704 millions d'individus (sur 7,7 milliards de la population terrestre), chiffre

<sup>12</sup> Les données de ce paragraphe sont celles de 2018 (rapport ONU de 2019)

proche de celui obtenu pour « la faim » par déficit énergétique. Grave ou modérée, au total l'insécurité alimentaire touche environ 2 milliards d'individus. Le spectre d'insécurité (rapports des surfaces des cercles verts, oranges, rouges) dépend de la région concernée : sans surprise, l'Afrique est le continent le plus touché avec ses 1300 millions de personnes dont la moitié (676 millions) souffrent d'insécurité alimentaire, qu'elle soit grave (277 millions) ou modérée.



**La malnutrition** désigne de nombreux effets pathologiques liés à l'alimentation. La malnutrition **des enfants** fait l'objet d'études les plus poussées, en particulier de l'UNICEF. En 2019, 144 millions (21,3 %) d'enfants de moins de 5 ans étaient en retard de croissance (contre 149 millions en 2018), 47 millions (6,9 %) étaient émaciés (maigreur excessive), contre 49,5 millions en 2018, mais 38,3 millions (5,6 %) contre 40 millions en 2018 étaient en surpoids. On observe donc une légère évolution positive pour la nutrition des enfants, mais beaucoup reste à faire.



La forme de malnutrition la plus courante pour **les adultes**, pauvres ou non, des pays « occidentaux » est la surcharge pondérale<sup>13</sup>. En Europe, 60% des adultes (c'est-à-dire âgés de plus de 18 ans) sont en surcharge pondérale, contre 68% en Amérique du Nord (!) mais seulement 40% en moyenne mondiale (avec 30% en Asie).

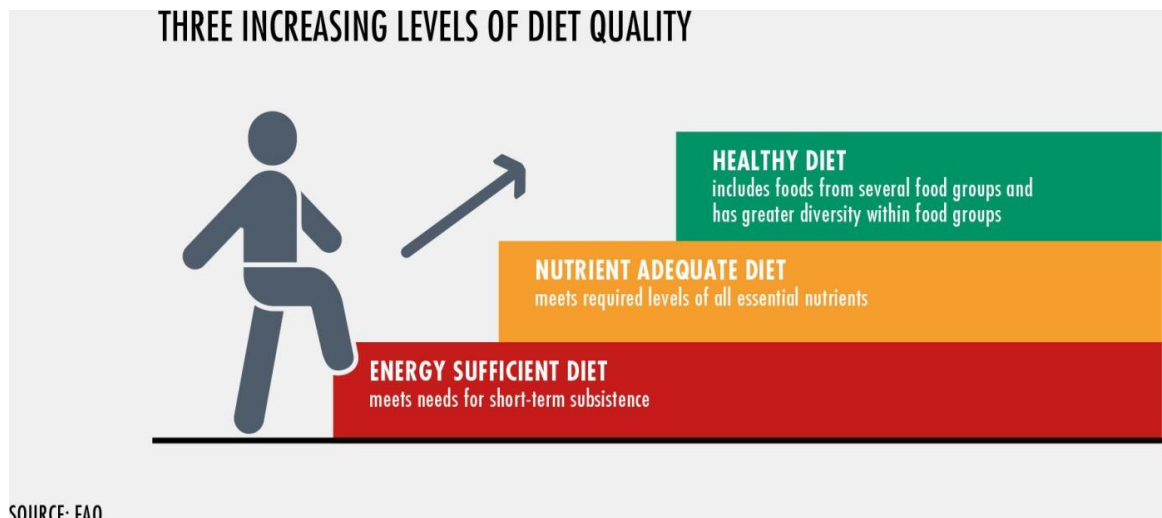
Une grande partie de ces résultats sont attribuables, selon l'ONU, aux contenus des différentes alimentations, en quantité et surtout en qualité. L'excès de poids des adultes, véritable fléau actuel pour les pays développés, va souvent de pair avec certaine forme de pauvreté, et traduit alors l'impossibilité pour les plus pauvres de la population de se procurer à bon marché des « aliments sains », alors que ces derniers aliments bénéficient d'une demande de la part des plus riches. L'industrie agroalimentaire et ses intermédiaires, souvent plus avides de profit que de santé pour tous les consommateurs, spéculent à la hausse pour les produits sains (bio par exemple) et à la baisse pour les produits énergétiques de base peu ou non transformés (sucres, graisses). Ce qui conduit évidemment à une « discrimination nutritionnelle des consommateurs » partout dans le monde, et même dans chacune des régions du monde. Les consommateurs pauvres se dirigent par obligation vers des produits bon marché à haute teneur énergétique, qui rassasient rapidement mais dont les effets à moyen terme sont néfastes car ils provoquent surcharges pondérales, obésité ou diabètes « de type 2 ». La consommation généralisée de boissons sucrées obéit à la même logique, en particulier pour les jeunes consommateurs. =, avec les effets addictifs supplémentaires de certains constituants.

---

<sup>13</sup> La surcharge pondérale est estimée à partir de l'IMC, Indice de Masse Corporelle, rapport de la masse en kg au carré de la taille mesurée en m. Il s'exprime en kg/m<sup>2</sup>. On définit un seuil de « surcharge pondérale » à 25 kg/m<sup>2</sup> puis un seuil d'obésité à 30 kg/m<sup>2</sup> environ. Les chiffres sont ceux de 2018.

### 3 - Des régimes alimentaires pour une nutrition saine

Dans ce qui précède, nous avons vu que différents niveaux de qualité nutritionnelle pouvaient être attribués au « régime alimentaire » adopté (ou subi...) par chaque consommateur. Le rapport ONU 2020 présente une partition en trois niveaux :



- Le premier niveau « suffisance énergétique » peut être obtenu par les seules « céréales de base » (blé, maïs, riz) ; l'individu est considéré comme une machine (mécanique ou même intellectuelle) qui doit absorber journalièrement une énergie (mesurée en Joules ou en Calories par jour) pour pouvoir restituer en partie cette énergie, par exemple sous forme d'un travail mécanique. Tous les effets secondaires ou à long terme de la nutrition sont négligés.
- Le second niveau « nutriments adéquats » impose d'absorber en plus un certain nombre de vitamines et de minéraux essentiels (fer, zinc, iode, etc.), nutriments que ne fournissent pas des aliments purement énergétiques comme les céréales de base, surtout quand elles sont transformées par exemple pour en extraire des « farines blanches ». Ce sont les nutriments de

ce second niveau que l'on trouve par exemple dans des légumes verts ou des fruits, d'où la recommandation FAO/OMS « au moins 400g/personne/jour » ou des injonctions publiques très imprécises « au moins cinq légumes par jour et par personne ». Ces nutriments adéquats permettent à l'organisme humain d'exercer « de manière adéquate » des fonctions physiques ou intellectuelles, mais sans rechercher d'autres aspects bénéfiques pour la santé que peut apporter une nutrition plus optimale.

- Le troisième niveau « nutrition de pleine santé » s'obtient à partir d'une alimentation très diversifiée dont on sait maintenant qu'outre la suffisance énergétique et les nutriments adéquats du second niveau, elle peut contribuer à lutter contre des pathologies non transmissibles (certains cancers par exemple) ou contre un vieillissement trop rapide. La diversification permet à l'organisme de « choisir » des nutriments peu courants et à faible dose parmi la palette diverse d'aliments qui est ingérée.

Les produits, alimentaires ou pouvant le devenir, végétaux, animaux et parfois minéraux, sont très nombreux. Les groupes humains se constituent ainsi des « régimes alimentaires » souvent empiriques, adaptés à la région concernée et à son climat, et qui relèvent au moins du niveau de suffisance énergétique, avec quand c'est possible des nutriments adéquats. Ces constituants tiennent compte de la disponibilité des aliments pour les individus constituant le groupe. L'homme est (heureusement) un animal omnivore, et l'histoire de l'humanité est aussi l'histoire du choix, libre ou plus souvent contraint, de ses aliments. La « culture alimentaire » de tout élément de société résulte de circonstances géographiques, historiques, climatiques, mais aussi économiques, religieuses et sociales. Ainsi les

trois niveaux théoriques de qualité des régimes alimentaires identifiés par le rapport de l'ONU ont pour le consommateur un prix de revient croissant avec la qualité : le niveau « pleine santé » est en moyenne mondiale presque deux fois plus cher que le niveau « nutriments adéquats » et environ cinq fois plus cher que le niveau purement « énergétique ». Ceci explique que l'insécurité alimentaire (ou la pauvreté) croissante s'accompagne d'une dégradation de la qualité des aliments consommés. Les régimes alimentaires « sains » du troisième groupe – qui comprennent des aliments de plusieurs catégories – sont inabordables pour plus de 3 milliards de personnes dans le monde, et plus de 1,5 milliard de personnes ne peuvent se permettre un régime alimentaire qui répondrait seulement aux niveaux « adéquats » de nutriments essentiels. De grands progrès collectifs sont encore à accomplir !

Ces remarques conduisent aussi à préciser pour les aliments le « coût réel », somme du coût payé par les consommateurs et de coûts cachés, pas toujours comptabilisés, et comprenant eux-mêmes :

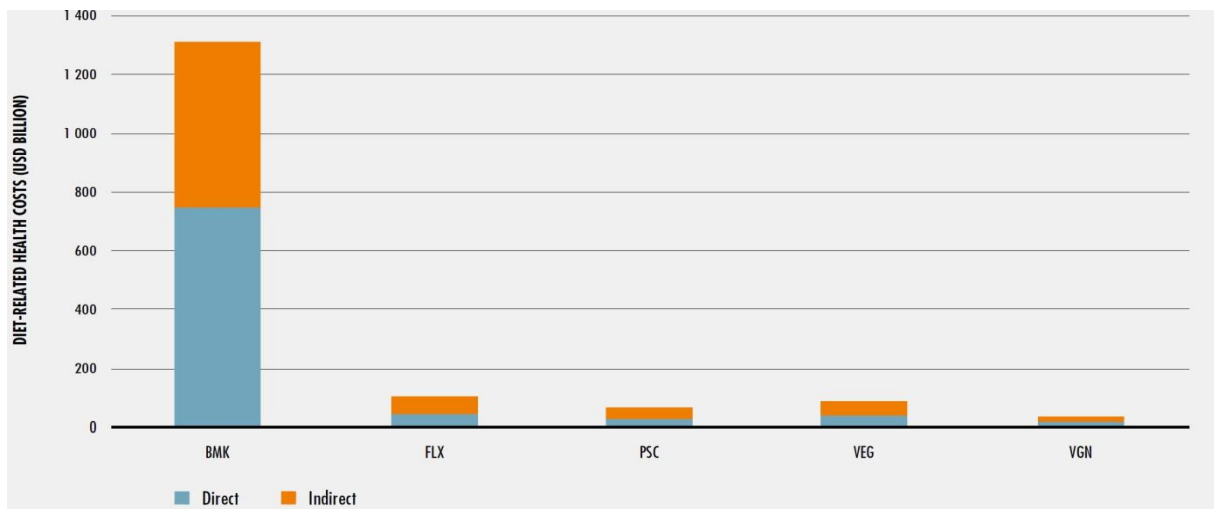
- Le coût du déficit de santé des consommateurs, déficit dû à une alimentation de mauvaise qualité, comprenant le coût de traitement des maladies<sup>14</sup> induites, celui des incapacités temporaires de travail, ainsi que celui des inaptitudes à certains travaux, physiques ou intellectuels<sup>15</sup>. Le coût du déficit de santé est le plus faible pour le niveau « pleine santé », bâti précisément pour se prémunir de pathologies intransmissibles...
- Le coût des éventuels dégâts environnementaux liés à la production et la distribution des aliments, non compris ou mal évalués dans leur prix de vente. L'exemple le plus évident est

---

<sup>14</sup> Parmi les maladies dépendant de l'alimentation, l'OMS cite : les maladies cardiovasculaires, les cancers, les accidents vasculaires cérébraux, le diabète de type2, l'obésité...

<sup>15</sup> Ne faut-il pas chercher dans la malnutrition l'origine de la « nonchalance » attribuée à certaines populations ? Le « crétinisme des Alpes » décrit par la médecine du 19<sup>ème</sup> siècle lui était dû...

celui de l'effet de serre qui accompagne l'élevage de bovins pour la consommation alimentaire... Mais aussi les choix de plus en plus fréquents d'alimentations importées, par les populations privilégiées de pays développés<sup>16</sup>, avec un coût réel comprenant l'appauvrissement des ressources et des coûts réels de transport sous-évalués comme celui des carburants.



NOTES: The figure shows diet-related health costs in 2030 (USD billion) by direct and indirect cost component, under current consumption patterns (BMK) and four alternative healthy diet patterns: flexitarian (FLX), pescatarian (PSC), vegetarian (VEG) and vegan (VGN) (see footnote y for more information). Costs are shown for 157 countries. Direct costs include direct medical and healthcare costs associated with treating a specific disease. Indirect costs include loss of productivity per working days and the costs of informal care associated with a specific disease. Health costs refer to four diet-related diseases included in the analysis: coronary heart disease, stroke, cancer and type-2 diabetes mellitus. See [Box 14](#) for the definition of the five diets and a summary of the methods and data sources. For the full methodological notes, see Annex 7.  
SOURCE: Springmann, M. 2020. *Valuation of the health and climate-change benefits of healthy diets*. Background paper for *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020*. Rome, FAO.

La figure précédente compare les coûts directs et indirects (=cachés) de différents « régimes » assurant le niveau « pleine santé », en moyenne pour 157 pays de l'ONU. Les coûts cachés sont de l'ordre de 40% du coût total, pour l'alimentation courante (indiqué BMK)

Cette figure montre aussi les bénéfices (en termes de coûts) que pourraient apporter différents types de régimes optimisés et

<sup>16</sup> Un exemple simple serait la recette (offerte par l'auteur) d'un amuse-bouche « français » constitué d'une salade comprenant des écrevisses de Louisiane, des avocats du Chili, des kiwis de Nouvelle-Zélande...

assurant le troisième niveau de nutrition « de pleine santé ». Le rapport présente ainsi, à côté du régime courant (BMK)<sup>17</sup> :

- Un régime « flexitarien » (FLX) comportant des viandes en quantité limitée, optimisé par diversification dans le temps.
- Un régime « poissons » (PSC) n'utilisant que des poissons pour seule source de protéines animales.
- Un régime végétarien (VEG) avec des produits laitiers et des œufs mais pas de poissons ni autres viandes.
- Un régime végétalien (Vegan, VGN) entièrement végétal y compris les protéines (légumineuses, noix).

On constate que de multiples associations de groupes d'aliments permettent d'atteindre le troisième niveau de pleine santé. La validité scientifique de ces résultats a été assurée par la Commission internationale EAT-Lancet. Cette commission, dont les travaux publiés en 2019<sup>18</sup> ont servi de base au rapport de l'ONU, associe 37 scientifiques issus de 16 pays. Le rapport EAT – Lancet référencé, qui présente des régimes alimentaires « de pleine santé » réalisables dans les différentes régions du globe, prend en compte la contrainte supplémentaire de s'inscrire dans un contexte de « durabilité » pour l'agriculture (à l'objectif temporel 2050). Il ouvre un champ des possibles sur une base de nécessités nutritionnelles reconnues (2500 cal/jour pour un homme adulte) et les régimes proposés sont comparés avec les régimes habituellement adoptés dans chaque région. Des écarts flagrants existent entre les régimes proposés et les

---

<sup>17</sup> Les quatre régimes alimentaires sains alternatifs ont été élaborés par la Commission EAT-Lancet sur les régimes alimentaires sains de Sustainable Food Systems, sur la base d'un examen complet de la documentation sur l'alimentation saine et la « durabilité » du système alimentaire

<sup>18</sup> [Food in the Anthropocene: the EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems Published: January 16, 2019 ; 393: 447-492](#)

régimes effectifs actuels ! L'évolution dans les pays les plus développés vers une alimentation saine minimisant les atteintes à la durabilité, c'est-à-dire les dégâts environnementaux, nécessitera de très importants changements des régimes donc des systèmes alimentaires. Outre le doublement de la consommation de fruits, légumes, légumineuses, noix, la transition vers des alimentations saines (assurant l'avenir de l'humanité) demandera une réduction moyenne de plus de 50% de viandes rouges et de sucres ajoutés. Pour des pays comme les Etats-Unis, la consommation de viande rouge devrait être divisée par 5 à 7 pour s'approcher du « régime sain universel » proposé par la Commission EAT-Lancet.

Les contraintes liées à la nécessité d'éviter les désastres produits par le réchauffement climatique, et les désastres sanitaires dus à la malnutrition dans une hypothèse de croissance numérique de l'humanité, sont susceptibles d'imposer cette évolution des systèmes alimentaires. Mais la mise en cause des cultures et des économies est d'une telle ampleur qu'on peut craindre que les changements souhaitables ne puissent s'opérer que dans la violence... En tout cas les bouleversements inhérents à une lutte contre les dégâts environnementaux et le réchauffement climatique doivent prendre en compte en particulier les spécificités de l'alimentation de toutes les espèces animales, dont les nécessités de l'alimentation humaine.





Une grande variété de régimes alimentaires...



## 4 – La migration, réponse à l'insécurité alimentaire ?

Dans un rapport annuel « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* » du 15 octobre 2018, sous-titré **Migrations, Agriculture et Développement Rural**, la FAO a désigné l'état de développement rural et les problèmes d'agriculture, donc d'alimentation, comme sources les plus importantes du phénomène de migration au plan mondial. Les migrations font partie intégrante du processus de développement économique et social. Elles peuvent contribuer de manière positive à l'évolution des communautés et des sociétés, aussi bien de départ que de destination de la migration.

L'ONU distingue les migrations internationales des migrations internes aux Etats. Les migrations rurales (depuis, vers, ou entre des régions rurales) en constituent la plus grande partie.

- Entre 1990 et 2018, les cohortes migratoires **internationales** sont passées de 153 millions à 258 millions d'individus (2,9% à 3,3% de la population mondiale)<sup>19</sup>. Ils sont généralement désignés comme « migrants », dont 26 millions ont le statut de « réfugiés »
- 38% des migrants internationaux se déplacent entre pays sous-développés, les pays d'accueil ayant alors une politique moins stricte et pouvant avoir besoin d'une main-d'œuvre moins qualifiée que les pays développés.
- 35% (seulement...) se déplacent d'un pays sous-développé vers un pays développé : on est loin de vagues de migrants qui déferleraient sur l'Europe...

---

<sup>19</sup> Ce chiffre à comparer avec précautions à celui de l'humanité sous-alimentée : tous les « affamés » ne migrent pas, les plus pauvres en particulier n'ont même pas les moyens de migrer. Ils peuvent aussi se diriger vers une migration « interne » non comptabilisée ici.

- Les migrations **internes** sont plus difficiles à évaluer: elles concernent chaque année environ un milliard de personnes, et incluent des formes diverses, de « l'exode rural » quand il y a passage d'une économie rurale vers une économie industrielle par exemple, à des pratiques agricoles périodiques. Mais il s'agit aussi souvent de fuite devant des combats ou des persécutions.

Pour l'ONU, les migrations font partie intégrante du processus de développement économique et social. Elles peuvent contribuer de manière très positive à l'évolution des communautés et des sociétés, aussi bien de départ que de destination de la migration. Cette position ouverte, issue d'une compréhension intelligente du phénomène migratoire et de ses justifications, prend en compte l'intérêt global de l'humanité. Elle peut aider à résoudre les problèmes de malnutrition et de faim dans le monde. Mais elle est antinomique des opinions publiques de grands ensembles territoriaux tels que l'Europe ou les Etats-Unis, telles au moins qu'elles apparaissent à l'issue de diverses consultations citoyennes, opinions qui tendent à un protectionnisme aux conséquences humaines redoutables. C'est ainsi que les migrations, phénomènes naturels que l'ONU entend promouvoir et accompagner de manière pacifique, deviennent un problème pour les Etats-Nations de pays développés campés sur leurs privilèges, et qui verraient bien quelquefois que la Déclaration des Droits de l'Homme soit abrogée. Ces réticences ont conduit l'ONU à adopter en décembre 2018 deux pactes<sup>20</sup> qui prennent en compte d'une part les droits des migrants en référence aux Droits de l'Homme, et d'autre part le respect des souverainetés nationales des pays d'accueil : ainsi le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières dit « Pacte de Marrakech » rappelle que tout migrant relève de la Déclaration

---

<sup>20</sup> Un « pacte » adopté par l'ONU est un texte d'orientation, mais non contraignant comme le serait un traité adopté par les Etats

Universelle des Droits de l'Homme<sup>21</sup>... tout en réaffirmant le droit souverain des États de définir leurs politiques migratoires nationales, et de gérer les migrations relevant de leur compétence dans le respect du droit international. Mais il est clair que le « respect des souverainetés nationales » ainsi confirmé peut être à l'origine, même en Europe, d'un monde fragmenté, hérissé de murs et de barbelés, où la libre circulation des uns défierait l'enfermement des autres. Le face à face entre les Droits de l'Homme et le droit des nations vire aisément, crainte du terrorisme aidant, à une véritable **tyrannie du national**, selon l'expression de G. Noiriel<sup>22</sup>.

Il est certain que l'ensemble de systèmes juridiques régissant les migrations, et surtout les modalités de mise en œuvre de cet ensemble, sont sources de larges inégalités sociales. Les migrants qui sont mus par des raisons d'insécurité alimentaire sont marqués par la pauvreté ou l'extrême pauvreté, donc sont désavantagés dans la recherche de solutions pour migrer et d'accueils de qualité dans les pays de destination. Donc la faim pousse à la migration des individus et des familles, d'autant plus qu'ils sont par ailleurs mal armés pour « réussir » leur migration ! Faut-il chercher ailleurs pourquoi les migrations s'accompagnent si souvent de tragédies et de violences ?

---

<sup>21</sup> C'est-à-dire qu'il n'est pas un esclave. Il existe dans l'histoire humaine des liens multiples entre les migrations et l'esclavage. Mais on observe aussi dans le présent de nombreuses formes d'abus envers les migrant(e)s, pas seulement dus aux « réseaux de passeurs », mais aussi aux « exploités » des émigrés. La lutte contre ces abus doit être intégrée aux politiques d'accueil.

<sup>22</sup> Gérard Noiriel, « Immigration, antisémitisme et racisme en France », Fayard 2014.

## 5 – Une solidarité alimentaire respectant la dignité, et qui assure une nutrition équilibrée.

Il apparaît clairement des travaux de l'ONU que la malnutrition (et la faim comme manifestation extrême) sont des fléaux vitaux qui atteignent toute l'humanité, probablement depuis l'origine d'homo sapiens<sup>23</sup>. Dans ces conditions, la solidarité alimentaire est un comportement qui a certainement permis depuis toujours la survie d'innombrables groupes humains, au-delà et, ou, en application des suppliques adressées aux divinités<sup>24</sup>. La nourriture partagée joue un rôle central dans de nombreux comportements sociaux, pas seulement religieux. Par ailleurs, le droit à l'alimentation est reconnu depuis la Déclaration universelle des droits de l'Homme adoptée en 1948. L'aide alimentaire, au-delà de l'expression d'une solidarité légitime, est donc une obligation en regard des Droits de l'Homme.

Les travaux modernes sur la nutrition, dont ceux reportés dans le rapport ONU 2020, donnent une évaluation concrète, en quantité et en qualité, de la nourriture que peut comporter une aide alimentaire. Les organismes ou individus attribuant cette aide peuvent orienter la teneur de cette aide en fonction du type de la nutrition recherchée.

**En France** : La solidarité alimentaire est assurée en France par de nombreuses personnes dans l'anonymat, mais surtout par un système associatif de solidarité très développé, au sein duquel par exemple la Banque Alimentaire, qui entre autres actions récupère le gaspillage alimentaire de la grande distribution, ou le Secours Populaire, le Secours Catholique, etc. Les associations ou ONG de

---

<sup>23</sup> Pour des famines d'un passé récent, lire « Ces famines qui ont bouleversé notre monde » par Etienne Thévenin, éd. CLD, 2008

<sup>24</sup> Par exemple le « Notre Père » chrétien : « *Donnez-nous notre pain de ce jour...* »

solidarité alimentaire considèrent que « l'aide alimentaire est la porte d'entrée de toutes les solidarités<sup>25</sup> ».

Dans la société française où l'alimentation joue un rôle important, les qualités, les modes d'acquisition et de consommation des aliments ont souvent valeur de « marqueurs sociaux », voire politiques. On a pu dans le passé s'interroger (et se gausser...) sur le goût revendiqué d'un Président de la République française<sup>26</sup> pour la consommation de « tête de veau », attribuant même cette inclination à de la démagogie à visée électorale. Que ce penchant ait pu réjouir les médias (et pas mal de lecteurs) montre bien ce rôle social des aliments comme « marqueurs » ...

Dans ces conditions, on comprend aussi que le recours pour les individus à la solidarité alimentaire, puisse marquer une sorte de déclassement et être vécu comme une humiliation, une perte de dignité. Cette réaction est particulièrement observée à l'heure actuelle, en période de récession liée à la pandémie COVID 19, avec des pertes de revenu qui conduisent de nombreuses personnes à solliciter pour la première fois une aide alimentaire pourtant institutionnelle. Les instances qui assurent cette aide ont été conduites à identifier ce besoin de dignité, et à en tenir compte dans leur action quotidienne. Cette évolution est démontrée par le changement d'intitulé de l'organisme ATD Quart Monde : à sa création en 1957, ATD signifiait **Aide à Toute Détresse**. L'ONG est devenue en 2009 **Agir Tous pour la Dignité**. Comment dire plus nettement que la détresse des pauvres est vécue par eux comme une atteinte à leur dignité ? L'aide alimentaire quelle qu'elle soit doit dans ses modalités respecter ou restaurer la dignité du bénéficiaire. Et donc aussi respecter la qualité nutritionnelle des contenus.

---

<sup>25</sup> Argument de la fiche de présentation du Secours Populaire

<sup>26</sup> Il s'agissait de Jacques Chirac

**Au plan international** : L'institution internationale la mieux à même de prendre en compte la réalité des phénomènes alimentaires au plan mondial est l'ONU, avec pour les analyses sociales et nutritionnelles ses agences FAO et OMS, dont nous utilisons ici les rapports annuels<sup>27</sup>. L'agence de l'ONU qui a en charge l'aide alimentaire d'urgence, ou en cas de famine, est le PAM (Programme Alimentaire Mondial). Il est co-auteur du rapport annuel que nous avons analysé.

Le PAM/ONU est la première organisation humanitaire mondiale pour la lutte contre la faim. Le PAM a été mis à l'honneur très récemment (9 Octobre 2020) par l'attribution du **Prix Nobel de la Paix 2020**, pour son action contre la faim, notamment dans les zones de conflit. Ses interventions 2019 ont touché 97 millions d'individus (96,5 en 2018), appartenant à 88 pays dont : Soudan du Sud, Syrie, Yémen, RDCongo, Niger, Nigeria, Mali, Burkina Faso, Mali... Il s'agit principalement de situations d'urgence (dites « niveau 4 ») ou de famines (dites « niveau 5 »). Le mode d'aide permet de lutter contre les déficits alimentaires et la malnutrition qui résultent de crises graves. Une intervention internationale d'urgence, en principe de courte durée, privilégie une nutrition à objectif énergétique, à base de céréales. De plus en plus fréquemment, les situations d'urgence se poursuivent pendant plusieurs années, comme les conflits qui lui ont donné naissance (Yémen, Mali, etc.). La nature de l'aide alimentaire pour des interventions de plus longue durée tient compte des besoins nutritionnels. Cette nécessité joue aussi pour tous les types d'aide alimentaire, internationale ou pas, ce qui signifie que tous les acteurs de la solidarité alimentaire doivent être formés aux bases scientifiques de la nutrition humaine. On doit viser

---

<sup>27</sup> A noter aussi parmi les sources les plus pertinentes sur la nutrition mondiale les travaux et initiatives du groupe d'édition britannique « The Lancet »

une nutrition équilibrée, quels que soient la durée de l'aide et le niveau de pauvreté des bénéficiaires. L'enjeu sera particulièrement important avec les nouvelles demandes liées à la COVID 19.

**L'action internationale de la France** pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable repose sur une stratégie portant sur la période 2019-2024.<sup>28</sup> Selon cette stratégie, la France soutient 5 objectifs principaux :

1. renforcer la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire et de la nutrition<sup>29</sup> ;
2. développer des systèmes agricoles et alimentaires durables<sup>30</sup> ;
3. renforcer l'action française sur la nutrition<sup>31</sup> ;
4. appuyer la structuration de filières agroalimentaires durables pour favoriser la création d'emplois décents dans les territoires ruraux, notamment pour les jeunes ;
5. renforcer les actions d'assistance alimentaire aux populations vulnérables<sup>32</sup>.

La France s'implique sur ces problématiques, en particulier à travers le dispositif de l'Aide Alimentaire Programmée (AAP). Les objectifs de l'AAP sont soit à court terme des cas d'urgence soit des objectifs de plus long terme : restauration des capacités de production agricoles et semencières, appui ciblé à des populations vulnérables de manière chronique. Les régions sub-sahariennes ou Haïti sont concernées en priorité par ces mesures.

---

<sup>28</sup> Stratégie présentée au MAEE (Ministère des Affaires Etrangères et de l'Europe) le 29 octobre 2019, voir le rapport de stratégie du MEAE /DGM 2019 sur ce sujet

<sup>29</sup> L'ONU avec ses agences OMS, FAO, UNICEF, PAM sont des instances irremplaçables qui doivent être soutenues, malgré les attaques dont ils ont été l'objet de la part d'hommes politiques de nations les plus puissantes...

<sup>30</sup> Durable aux plans environnemental, social, économique

<sup>31</sup> En particulier les recherches sur l'obésité, qui coûte très cher au système sanitaire français

<sup>32</sup> En s'appuyant pour une grande partie sur des coopérations internationales dont le PAM

## **6 – Pour une durabilité globale de la sécurité alimentaire. L'approche multisectorielle de l'OMS : «un monde, une seule santé»**

En 2017, l'OMS a présenté un nouveau concept « One Health » qui s'applique aux politiques, aux programmes et aux travaux de recherche où plusieurs domaines d'analyse sont concernés en matière de santé publique, dont évidemment la nutrition. Cette démarche s'inscrit aussi dans la ligne de travaux d'anthropologues modernes qui soulignent le continuum qui existe entre l'humanité et la « nature »<sup>33</sup>, ce continuum étant très porteur de compréhension nouvelle pour des problèmes auparavant abordés de façon séparée.

L'approche « One Health » est ternaire : elle associe la santé des hommes, celle des animaux, et celle des écosystèmes dans lesquels le vivant évolue. Cette approche « Une seule santé » rappelle que la santé humaine ne peut être envisagée isolément, qu'elle doit être élargie à une santé générale du monde, c'est-à-dire que la santé est un bien-être global partagé par les trois entités partenaires. Ce concept est tout à fait pertinent dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, dans celui de la lutte contre les zoonoses<sup>34</sup> et celui de la résistance aux antibiotiques.. On doit remarquer que cette démarche n'est pas fondamentalement nouvelle, elle renvoie à des conceptions anciennes, ou simplement observées dans des peuples plus « primitifs » qu'on étudie les anthropologues. On peut d'ailleurs suggérer que « la civilisation » est encore à notre époque ce qui permet à des groupes privilégiés de se bâtir des « barrières »<sup>35</sup> de protection au plan sanitaire ou simplement alimentaire. La phase

---

<sup>33</sup> Philippe Descola, « Par delà Nature et Culture », Paris, Gallimard, 2005

<sup>34</sup> Maladies susceptibles de se transmettre des animaux à l'homme et inversement. La COVID 19 n'est qu'un exemple de cette désignation, on peut citer aussi la grippe (avec la grippe aviaire) ou la rage.

<sup>35</sup> Pour revenir à l'actualité de la COVID 19, ces barrières peuvent être des barrières matérielles, ou l'éloignement des individus, ou des gestes « barrières » adaptés.



suivante de civilisation doit conduire à protéger les animaux à l'origine de la zoonose eux-mêmes, ou les végétaux de destructions parasitaires.. Pour accroître la protection des hommes, les solutions qui seraient la suppression de l'espèce animale « fautive », ou la stérilisation biologique, à coup d'insecticides, d'un territoire agricole, ont des effets à long terme dont rend compte l'injonction « conserver la biodiversité ». Ces solutions destructrices (hélas souvent employées) ouvrent en effet des « niches écologiques » que peuvent peupler de façon imprévisible des organismes indésirables, nouveaux virus ou parasites maintenus précédemment au loin par les « ennemis » que l'on a exterminés. Donc l'intérêt bien compris de l'humanité consiste à chercher une bonne santé aussi pour les animaux et pour l'environnement. On peut aussi avancer que la pauvreté humaine traduit l'incapacité pour les groupes ou individus concernés de se procurer ou de réaliser les barrières qui protègent les moins pauvres<sup>36</sup> des atteintes environnementales, animales... ou des riches<sup>37</sup>. Les exemples pour l'alimentation et son hygiène sont multiples, que l'on considère les protections contre les contaminations ou la dégradation des aliments achetés, leur sélection, même leur mode de cuisson ou de consommation... Mais les considérations actuelles sur le bien-être animal, pour des animaux destinés à l'abattoir, ou sur la « bonne santé » de sols destinés au pâturage<sup>38</sup>, ou à la culture des céréales<sup>39</sup> montrent que les préoccupations « One Health » bénéficient d'une prise de conscience pleine de promesses, que nous souhaitons soutenir.

---

<sup>36</sup> La protection apportée par une toile de tente contre l'écosystème climatique est moins efficace que les murs d'un palace...

<sup>37</sup> Les pratiques anciennes ou modernes de l'esclavage sont l'objet de cette remarque

<sup>38</sup> Des éleveurs de bétail considèrent que plus de vingt ans sont nécessaires pour que se constitue la bonne santé naturelle d'une prairie destinée au pâturage de vaches laitières.

<sup>39</sup> La campagne « Nous voulons des Coquelicots » lancée à la fin de 2018 est bien plus que l'expression poétique d'une angoisse.

## 7 - Conclusions

Le présent texte avait pour objectif d'actualiser les éléments de nos textes antérieurs sur l'alimentation dans le monde, en s'appuyant sur les travaux les plus récents des agences de l'ONU (FAO, OMS, FIDA, PAM, UNICEF), et de dégager de nouvelles pistes.

Il apparaît clairement que la situation alimentaire des sociétés humaines, en parallèle avec leur pauvreté, se dégrade régulièrement depuis une dizaine d'années, en nombre d'individus mais aussi en prévalence.

Les raisons de cette évolution négative sont les dérèglements climatiques dus à une activité humaine débridée, les incompréhensions et conflits entre les peuples, un système économique et politique qui accroît les inégalités et favorise la prédation de l'environnement et l'exploitation des pauvres, voire même le « massacre des pauvres », par le biais de circuits machiavéliques de migrations.

Il apparaît néanmoins qu'une prise de conscience des réalités sociales et scientifiques de la nutrition dans toutes leurs dimensions humaines et économiques se fait jour, en particulier grâce aux travaux collaboratifs menés sous l'égide des agences de l'ONU ; ainsi des régimes alimentaires « universels » ont même été établis<sup>40</sup>, qui permettraient à la fois une alimentation saine pour toute l'humanité et l'espoir d'un meilleur contrôle des dérèglements climatiques. Mais ils nécessiteraient une évolution drastique des habitudes et systèmes alimentaires, d'où une prise de conscience mondiale et des formations spécifiques dont on peut seulement espérer qu'elles se réaliseront un jour.

---

<sup>40</sup> The EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems

Dans le cadre du Colloque « Pauvretés d’hier, d’aujourd’hui... et demain ? »<sup>41</sup>, qui se poursuivra en 2021, notre texte veut avoir valeur de référence pour amorcer les réflexions de chantiers de réflexion qui pourraient concerner :

- les liens entre la pauvreté et les systèmes alimentaires ;
- la formation à la nutrition saine des individus et groupes sociaux;
- l’approche politique des problèmes et des crises agro-alimentaires, les aides alimentaires institutionnalisées
- les possibilités pratiques de mettre en place des démarches « un seul monde, une seule santé (One Health) »
- etc.

L’avenir proche mettra à l’épreuve la capacité du monde à traverser simultanément de multiples crises, économiques, sanitaires, environnementales, crises de sécurité alimentaire entre autres. Les pauvres seront les premières victimes ; il nous revient d’inventer les moyens de les en protéger. L’espoir git dans l’émergence de nouvelles solidarités. Sur le plan de l’alimentation, les pauvretés de demain seront moins cruelles si se développe une solidarité collective respectant les dignités individuelles, et bien au fait des nécessités nutritionnelles d’une humanité épanouie.

Alain MAILFERT, 15 novembre 2020.

---

<sup>41</sup> Colloque organisé par l’AREHSS et le CNAHES avec l’appui de Citoyenneté Active Lorraine,